

# Le revenu universel, l'un des fondements du modèle social européen de demain

Avec Benoît Hamon et Philippe Van Parijs

Georges VLANDAS

Bonjour, Benoît Hamon. Je suis content de vous voir. Je m'appelle Georges Vlandas, nous animons la revue GRASPE, revue de réflexion sur la Fonction publique européenne créée il y a presque 20 ans par des fonctionnaires de toutes sensibilités, européens et progressistes, pour réfléchir sur le contenu de nos métiers et sur la construction européenne.

Nous avons voulu aborder avec Philippe Van Parijs – que vous connaissez –, le thème qui nous importe aujourd'hui : le revenu universel. Soit l'un des fondements du modèle social européen de demain. Ce thème nous concerne, nous, fonctionnaires de la fonction publique, parce qu'il est porteur de valeurs qui sont les nôtres : les valeurs de la solidarité, de la créativité et de la cohésion. Il pourrait être l'un des instruments d'une identité européenne faite de solidarité et de créativité qui soit plus forte que ce qui existe aujourd'hui. Pour nous, fonctionnaires européens, c'est la tradition dont on se réclame, c'est l'un des thèmes qui nous importe au premier chef, car notre métier est la construction d'une Europe solidaire et fraternelle.

Je suis heureux aujourd'hui d'accueillir Philippe Van Parijs, un compagnon qui a participé à plusieurs de nos séminaires et qui vient de publier fin 2019 avec Yannick Vanderborght *Le revenu de base inconditionnel* et Benoît Hamon qui vient de publier *Ce qu'il faut de courage*, plaidoyer pour le revenu universel. Nous sommes très contents que des acteurs politiques, pas simplement associatifs et universitaires, se saisissent de ce thème.

Nous allons commencer la présentation avec vous, Benoît Hamon, pour exposer un peu votre livre, et Philippe Van Parijs, qui était peut-être à l'origine de cette idée, va commenter vos propos. Après quoi, nous aurons un débat au cours duquel les personnes présentes pourront poser leurs questions, que je prendrai deux par deux.

Benoît HAMON

Merci beaucoup, je suis très honoré d'être invité avec Philippe Van Parijs à cette discussion sur le revenu universel.

Mon parti pris est lié d'abord à la France et aux débats que nous avons eus lors de l'élection présidentielle sur le revenu universel d'existence. Il s'inspire des travaux sur le revenu universel, mais il vise moins à en proposer une vision complète comme l'avaient fait Philippe Van Parijs et Eric Vanderborght dans leur livre. Étant confronté à la bataille politique pour mettre en place le revenu universel, j'ai souhaité réfléchir aux obstacles sur le terrain, visibles et invisibles, que j'ai pu identifier pour expliquer des résistances, des réticences, des freins à cette mise en place. Je me suis penché là-dessus, j'ai voulu réfléchir après l'élection présidentielle à la raison pour laquelle, dans les classes populaires notamment – c'est documenté dans les sondages –, s'exprimait une suspicion, un soupçon, une gêne, un embarras à l'idée de recevoir de l'argent qui ne serait pas lié à un emploi. J'ai donc travaillé sur cette question à construire un plaidoyer à la fois philosophique, écologique et politique en faveur du revenu universel.

Je pense que le travail se transforme, l'expérience du confinement nous a fait prendre la mesure beaucoup plus concrètement du fait que le travail ne se résume pas à l'emploi. Cela justifie sans doute que l'on prenne en compte cette dimension plurielle du travail, notamment de tout ce travail que l'on réalise tous les jours et qui n'est pas dans l'emploi, qui n'a pas de contrepartie sous la forme d'un salaire. Il est temps aujourd'hui de reconnaître que l'on n'est pas seulement citoyen quand on a un emploi, mais qu'on est pleinement citoyen même quand on n'a pas d'emploi, parce que le fait de ne pas avoir d'emploi ne veut pas dire que vous ne travaillez pas.

C'est une dimension qui me semble tout à fait importante de l'évolution de la représentation du travail que nous devons avoir et qui doit nous amener à faire évoluer aussi la représentation que nous avons de la protection sociale qui ne peut pas être liée simplement au fait de cotiser quand on est travailleur et qui doit nous amener à penser le principe d'un revenu universel inconditionnel, lié au simple fait que nous existons, que nous arrivons sur terre et que nous devons avoir le minimum pour vivre.

Quels sont les fondements philosophiques de ce revenu universel ? Je m'inscris dans la filiation de Thomas Paine qui posait comme principe que l'on ne naît pas pauvre, mais riche de l'héritage de tous ceux qui nous ont précédés. On peut le voir

comme l'héritage de la création quand on est chrétien, on peut aussi le voir comme l'héritage de la somme du travail, des innovations, du génie de ceux qui nous ont précédés. Cela tombe bien, parce que cette rente liée à l'héritage de nos ancêtres se chiffre dans le PIB et peut faire l'objet d'une répartition à parts égales entre les citoyens d'une nation.

C'est le fondement philosophique du revenu universel dans l'approche que j'en ai en France, comme une forme de prédistribution de la richesse qui passerait par une socialisation d'une fraction de la valeur ajoutée étant liée non à la richesse que l'on produit nous-mêmes, mais à la richesse produite par ceux qui nous ont précédés. Je trouve cette idée intéressante, parce qu'elle nous relie aussi à ceux qui nous ont précédés, à une époque où, en France, on ne parle que de la start-up nation, de la disruption, comme si nous étions des oies blanches, que nous venions de naître et qu'il ne s'était rien passé avant nous. Je trouve que le revenu universel nous enracine aussi dans l'Histoire du travail, de la production, du mouvement ouvrier lui-même. C'est une idée importante.

Le revenu universel a des partisans dans tous les courants politiques. C'est d'ailleurs très intéressant, puisque le Parlement en France vient d'adopter le principe d'un débat national sur le revenu universel. J'évoque les Français qui prennent position pour le revenu universel, le mouvement français pour le revenu de base, Baptiste Mylondo (un économiste), Gaspard Kœnig. On a différents courants politiques et le revenu universel est un sujet dont s'emparent différents courants politiques qui veulent penser le monde qui vient et pas en fonction du monde d'avant. En France, c'est l'une des réponses à l'échec de toutes les stratégies de gauche à redistribuer la richesse. On a aujourd'hui, indiscutablement, une panne stratégique de la gauche en France et en Europe au moment de penser la question de la répartition des richesses, parce qu'on ne sait plus construire un compromis efficace, en tout cas favorable aux travailleurs, entre le capital et le travail.

Le revenu universel, parce qu'il donne du pouvoir aux individus, parce qu'il pense la prédistribution des richesses – et pas simplement leur redistribution une fois la richesse produite – dès lors que le compromis doit se nouer entre le capital et le travail, entre les syndicats et les employeurs, je pense qu'il contourne l'écueil ou finalement l'impasse dans laquelle se trouve la gauche depuis une trentaine d'années à ne plus savoir construire ce compromis entre le capital et le travail. C'est la raison pour laquelle je me suis rallié à cette idée. J'y vois un ingrédient central du grand récit émancipateur qui manque à la gauche

européenne aujourd'hui qui ne sait plus dire grand-chose d'ailleurs sur grand-chose. Quelle est la grande idée de la gauche européenne, ou en tout cas de la gauche sociale-démocrate depuis 20 ans ? Quelle est la grande conquête sociale qu'a permis la gauche sociale-démocrate depuis 20 ans ?

C'est difficile d'y répondre, en tout cas on n'y répond pas spontanément. On a besoin de renouer avec un grand récit émancipateur et je pense – pour résumer, parce qu'un livre c'est long – que le revenu universel peut être la poutre de ce grand récit émancipateur et la jambe sociale de la transformation écologique dont nous avons besoin en Europe.

Philippe VAN PARIJS

Bonjour Benoît, heureux de vous retrouver. Nous avons déjà eu l'occasion de parler de ce sujet à l'Ecole normale supérieure lors de la publication de notre livre. Je voudrais rapidement, pour lancer la conversation, dire les six raisons pour lesquelles en lisant votre livre, j'ai dit : « woaw ! » et les trois raisons pour lesquelles j'ai dit : « Aïe ! ».

Première raison de dire « woaw ! » : simplement, là on a enfin une vision globale, cela n'arrive pas tellement souvent, enfin un politique qui prend le temps de penser et au-delà du court terme. Deuxième raison : c'est bien écrit. Par exemple, j'ai bien aimé la péroraison, les dernières lignes où il est question d'abord des cartes géographiques de l'Europe médiévale où les terres inconnues étaient affublées de l'inquiétante mention : hic sunt dracones. Le dernier paragraphe dit : « Au pays des dragons, le revenu universel d'existence est versé à tout le monde, pour le découvrir il suffit d'armer une caravelle, de hisser les voiles, de saisir le gouvernail et d'ouvrir à nouveau le champ des possibles. » Je trouve que c'est bien formulé, mieux que la prose un peu plus austère de notre livre en tout cas.

Troisièmement, ce que j'ai beaucoup apprécié, c'est l'honnêteté. En particulier à deux moments dans le livre, l'honnêteté de la difficulté d'avoir dû digérer la défaite lors des élections présidentielles, comme cette belle référence à la phrase de Mandela qui dit : « I never lose. I either win or learn. » (Je ne perds jamais parce que soit je gagne, soit j'apprends pour faire mieux plus tard.), ou lorsque vous dites avoir fait une gaffe au deuxième tour : « Au moment où on a essayé de reformuler la proposition d'une manière qui finalement n'est pas parvenue à amadouer les sceptiques et a perdu l'enthousiasme de ceux qui voyaient vraiment dans cette idée quelque chose de mobilisateur ».

Quatrième raison, c'est le courage, et en particulier celui de proposer quelque chose qui est très loin actuellement, en tout cas dans la plupart des pays, d'être politiquement faisable aujourd'hui.

À la fin de notre livre, on se demande quand le revenu universel adviendra. Il faut une coalition heureuse entre les visionnaires et les gens qui ne font pas que rêver, mais réfléchissent de manière multidisciplinaire à un avenir qui tienne la route à la fois en termes de désirabilité et de soutenabilité. On a besoin de botteurs de cul, de gens qui disent : « On en a marre, la situation actuelle est inacceptable, absurde, injuste. » C'est ce qui donne l'énergie pour sortir du statu quo, puis on a besoin de bricoleurs, de gens qui parviennent à voir comment, dans les interstices de la situation présente, on peut aller de l'avant sans créer un grand chaos, mais on a aussi besoin de politiques courageux qui encaissent les coups et prennent les risques. Cela vaut pour des petites utopies, du genre de la piétonnisation des boulevards centraux à Bruxelles, où il a fallu réveiller les politiques, puis un bourgmestre a pris les coups, il a eu le courage de faire cela.

C'est plus facile pour un philosophe d'inviter tout le monde à venir pique-niquer en désobéissance civile devant la place de La Bourse, mais réaliser cela politiquement demande du courage. C'est aux politiques de l'avoir pour des relativement petites choses comme la piétonnisation des boulevards du centre de Bruxelles donc, et puis pour des choses beaucoup plus ambitieuses, coûteuses, comme l'introduction d'une allocation universelle. Pour cela, je salue, c'est mon quatrième point, le courage, non seulement dans l'écriture du livre qui manifeste un courage supplémentaire à dire : « C'est vrai, j'ai perdu l'élection présidentielle, mais il faut continuer pour lutter pour cette idée encore plus valide après qu'avant cette élection présidentielle. »

La cinquième raison de me réjouir, est : « Est-ce que sous le nom de revenu universel, Benoît Hamon défend la même chose que ce que je me suis mis à défendre en 1982 sous le nom d'allocation universelle ? » J'ai choisi ce nom, comme Benoît Hamon a choisi le sien, en analogie avec le suffrage universel, en disant que c'est un pouvoir économique de base donné à chacun inconditionnellement comme le suffrage universel est un pouvoir politique de base donné à chacun. A choisir, je crois que l'expression « revenu universel » est meilleure, en tout cas dans le contexte français, que l'expression « allocation universelle ». Est-ce la même chose que nous défendons sous ce nom ? Oui.

La définition explicite qu'en donne Benoît en citant le mouvement français pour le revenu de base à savoir les trois

inconditionnalités : strictement individuelle, universelle dans le sens où c'est indépendamment des revenus et troisièmement libre d'obligations par rapport au marché du travail. C'est exactement la traduction française de la définition que j'avais donnée à basic income au moment où j'ai rassemblé, en 1986, les quelques malheureux qui, à travers l'Europe, commençaient à défendre une idée comme celle-là quand on a fondé le basic income european network. Depuis lors, c'est cette définition qui se trouve dans les statuts du bien. On ne pouvait pas espérer en 1982 que quelqu'un de l'envergure et de l'influence politique de Benoît Hamon consacre un livre entier à défendre cette idée, exactement la même que ce que nous défendions comme prédicateurs dans le désert pendant un certain nombre d'années et même de décennies.

Enfin, et je dirais le plus fondamentalement, je me suis réjoui qu'une personnalité de gauche ait compris qu'il était essentiel de ne pas laisser à la droite le monopole de la défense de la valeur de liberté. J'ai toujours trouvé que la gauche faisait une erreur intellectuelle et politique en disant : « Nous défendons l'égalité contre la liberté. » Pas du tout, c'est bien la liberté qu'il s'agit de défendre, mais la liberté réelle et non pas purement formelle du simple droit de faire les choses, il s'agit des véritables possibilités de donner les choses et pas seulement aux riches ou aux nantis, mais à tout le monde. Pour moi, c'est quelque chose de fondamental. Dans le livre que j'avais publié en 1995 sous le titre Real freedom for all (La liberté réelle pour tous), c'est exactement ce que je voulais mettre au cœur de ce qui me semblait devoir être l'idéologie ou la doctrine de la gauche du XXI<sup>e</sup> siècle.

Cela veut dire aussi que ce qui est central pour la gauche est la liberté plutôt que le travail, parce que très souvent la gauche est présentée comme la défense des droits des intérêts des travailleurs, comme la lutte pour le plein-emploi de préférence à plein-temps et pendant toute la vie, sous la forme du salariat idéalement, pour tous les hommes et pour toutes les femmes. Pour moi, il est fondamental de dire que non, la gauche n'est pas avant tout définie centralement par le travail, mais par la liberté et la liberté pour tous. Comme Benoît Hamon le dit très bien à plusieurs reprises dans le livre: cela ne veut évidemment pas dire qu'on ne donne aucune importance au travail entendu au sens large de la contribution au bien social, faire des choses qui ne sont pas utiles qu'à soi-même. On peut le faire bien sûr aussi d'une manière non rémunérée et cela ne veut pas dire non plus qu'on n'attache pas une importance particulière au travail rémunéré qui est une forme d'insertion dans l'ensemble de l'indivision sociale du travail qui a son importance pour

l'évaluation de chacun, mais ce qui est crucial est de donner beaucoup plus de liberté et donc de pouvoir de négociation grâce à ce revenu inconditionnel. Je trouve qu'à diverses reprises dans le livre – et c'est aussi ce point-là que Benoît rappelait tout à l'heure dans son intervention – c'est très bien formulé. C'est effectivement une pierre d'achoppement lorsqu'il s'agit de convaincre la gauche ou certaines composantes de la gauche. Même s'il n'y avait que cela dans le livre, je serais vraiment très heureux qu'il ait été publié.

Maintenant, les trois « Aïe » qui peuvent permettre de susciter la discussion : le premier est très superficiel. Je suis relativement allergique au ton polémique. Alors, entre un politique et un philosophe, il y a inévitablement une différence de style. On sent bien que Benoît Hamon n'aime pas tellement François Hollande, qu'il n'aime pas du tout Emmanuel Macron et qu'il n'aime pas non plus un certain nombre d'autres personnes auxquelles je reviens dans un instant comme Jean Tirole ou Philippe Aghion. C'est le premier point superficiel.

Le second est que j'ai quand même été déçu du peu d'usage, voire de l'absence totale d'usage, qui a été fait du livre publié par La Découverte. La Découverte a pris la peine de publier notre livre qui avait été publié chez Harvard University Press en 2017. Je dois dire que j'ai une certaine frustration là-dessus, non pas pour des raisons purement narcissiques – l'un de mes grands amis, professeur de philosophie politique à Oxford disait que dès le moment où on a écrit au moins un livre, tous les livres du monde se divisent en deux catégories : ceux qui nous citent et ceux qui ne nous citent pas – mais plutôt qu'il me semble que le livre de Benoît aurait été plus fort, se serait musclé davantage s'il s'était appuyé davantage sur cette immense littérature, cette immense discussion internationale qui s'est développée à partir de 1982. Ce sont des livres très différents, qui n'ont pas le même objectif, mais il me semble que sur différents points, cela aurait permis de renforcer le livre. Je mentionne par exemple un chapitre intitulé : « L'Argument philosophique ». On y parle de beaucoup de choses, la notion grecque de crisis, l'accélération de l'innovation, ce n'est que dans le tout dernier paragraphe qu'il est question explicitement de l'allocation universelle. J'avais entamé le chapitre en salivant déjà, surtout que j'avais consacré ce grand livret de 1995 à partir de perspectives plus proches comme l'importance de la liberté et puis finalement, comme argumentation philosophique, il y en avait vraiment très peu dans ce chapitre.

De même, j'étais déçu, je m'attendais aussi dans le chapitre intitulé « L'Argument écologique pour le revenu universel » :

cette connexion entre le revenu universel et l'écologie n'est pas évidente. Ce n'est pas simplement du fait de l'introduction d'un revenu universel que, pouf, tout le monde va se mettre à consommer des choses dans des circuits courts, produites de manière biologique, etc., ou que le niveau global de consommation sera diminué. Il n'y a aucun lien direct avec le ralentissement de la croissance, en tout cas, s'il y a un lien, il faut l'explicitier davantage. Dans notre livre, on consacre un certain nombre de pages à cette relation subtile finalement entre le revenu universel et le mouvement écologiste. Il reste vrai qu'à travers l'Europe et à travers le monde, de toutes les tendances politiques, celle qui a accueilli l'idée de revenu universel avec le plus de sympathie, c'est le mouvement vert. J'ai encore participé il y a une quinzaine de jours aux discussions préalables au congrès Die Grünen allemands où, pour la première fois, ils se sont prononcés explicitement en faveur d'un passage graduel à l'introduction d'un véritable Grundeinkommen, un revenu de base inconditionnel. C'est sans doute, en termes d'électorat actuellement, la plus grande partie du monde à avoir mis cette idée explicitement dans son programme, grunzas program, ce n'est donc pas par hasard. A quoi est-ce dû ? On pourra peut-être y revenir dans la discussion, la nature de cette connexion exacte, comment relie-t-on le revenu universel à la problématique écologique, à la transition écologique et à la problématique climatique ? J'espérais que cela serait traité de manière nette dans le chapitre, ce n'était pas le cas.

Enfin, ceci vaut aussi pour le chapitre économique, un chapitre économique n'arrive que tout à la fin, sous le titre « Comment passer à l'acte ? » Comme Benoît le sait, nous le savons tous, il y a des objections au revenu universel qui parlent bien sûr de son niveau, de la manière dont il est financé, mais qui tiennent à sa soutenabilité économique en disant que c'est finançable de manière statique, mais qu'il y a un effet dynamique, dans plusieurs pays du monde des modèles économétriques ont été construits, des expérimentations ont tenté de tester cela d'une manière plus ou moins indirecte.

Dans ce chapitre, il y a vraiment très peu pour répondre à cet argument. Justement, l'un des économistes internationalement reconnu comme Philippe Aghion ou Jean Tirole (qui sont mentionnés quelque part et puis rapidement évacués comme étant à la solde du pouvoir, pour le formuler de manière un peu trop brève) c'est Yoland Bresson, un personnage très sympathique, qui était d'ailleurs là à Louvain-la-Neuve en 1986, quand on a fondé le BIEN, mais dont les théories économiques sont d'une confusion irréparable à mes yeux. Là encore, dans notre livre on fait la synthèse des différentes modalités de

financement de ce que peuvent nous dire les modèles économétriques, de ce qu'ils sont capables de nous dire, etc. Là encore, ce chapitre du livre aurait pu être musclé davantage s'il avait mobilisé ne serait-ce qu'une partie de ce qui est pertinent dans cette littérature économique. Notre livre fait 450 ou 500 pages et encore 150 pages de références et de notes qui constituent un peu une bibliographie commentée, tout cela vraiment pour nourrir un débat. Justement, c'est un peu une occasion ratée, parce qu'on a là le porte-parole principal le plus éloquent de l'idée de revenu universel, et qui n'a pas mobilisé, comme cela aurait pu l'être, il me semblait, cette espèce de connaissance synthétisée de manière critique qu'on a essayé de présenter dans le livre pour tous les lecteurs qui voulaient se donner la peine de bien comprendre l'idée en profondeur.

Enfin, je termine là-dessus, je l'avais dit, il y avait six « woaw ! » et trois « aïe ! ». Le premier « aïe ! » était l'aspect polémique qui me faisait chaque fois un peu grincer, mais qui est tout à fait compréhensible. Le second « aïe ! » est que je trouve dommage que l'on n'ait pas mieux utilisé cette « capsule de lancement », synthèse de la littérature existante. Puis on a quelque chose de mieux taillé, mieux ficelé et plus acéré, comme l'essai que vient de publier Benoît.

Le troisième « aïe ! » concerne la proposition concrète. Benoît dit dans le livre : « On n'a pas bien joué au second tour en émoussant en quelque sorte la proposition. » Sur la suggestion de Thomas Piketty et d'autres de ses conseillers, Benoît proposait au second tour de facto, il faut l'appeler par son nom, un impôt négatif. Impôt négatif sur le revenu, qu'il était évidemment essentiel de ne pas appeler « impôt négatif sur le revenu » pour deux raisons : la première, c'est l'association avec Milton Friedman qui immédiatement, de manière tout à fait injuste, fait percevoir cette idée comme une idée de droite. En fait, celui qui a été le grand défenseur de l'impôt négatif aux Etats-Unis dans les années soixante, ce n'était pas Friedman, mais Tobin, un économiste de la gauche, voire dans le spectre américain, de l'extrême gauche, qui avait conseillé McGovern et qui lui avait fait mettre cette idée de demogram (comme on l'appelait à l'époque) à son programme électoral, en tout cas pour le premier tour des élections pour l'investiture démocrate.

Ce qui a été proposé à ce moment-là est un impôt négatif avec un niveau de revenu minimum à 600 € et le défendre sous le nom d'impôt négatif aurait peut-être été intellectuellement honnête, mais politiquement encore plus désastreux, parce qu'exciter les gens en leur proposant quelque chose qui est à la

fois un impôt et négatif n'est évidemment pas une recette pour bien s'en sortir lors des élections.

Benoît dit à la fin de son livre qu'il propose aujourd'hui autre chose. Bien sûr, il réalise qu'on ne sautera pas à un revenu universel généreux pour tout le monde en un seul coup, il faudra bien y aller graduellement. Il propose maintenant un revenu universel à 750 € par mois pour tous les jeunes de 18 à 25 ans qui ferait suite à une allocation familiale, comme droit de l'enfant, à 300 € par enfant. La proposition d'un revenu de base pour les 18 à 25 ans est exactement parallèle à ce qu'en Belgique le parti écologiste a proposé, sauf que le montant était plus faible, 460 €, mais pour cette catégorie en remplacement des allocations familiales pour cette tranche d'âge et des réductions d'impôt pour personnes à charge et des bourses d'étude, c'est donc analogue à cela. Il y a ces deux éléments et, pour aller plus loin, tout ce que dit Benoît est dans une troisième étape, le revenu universel bénéficiera à toute la population.

Evidemment, nous sommes là très loin, avec les deux premières mesures, la mesure Piketty de l'impôt négatif à 600 € ou ce que Benoît mentionnait à l'instant, ce qui a été discuté à l'Assemblée nationale il y a une quinzaine de jours, sous le nom de socle citoyen, c'est un véritable revenu universel qui ressemble un peu à la formule Piketty. C'est une espèce de crédit d'impôt remboursable, cela nous fait déjà plus pour la route d'un vrai revenu universel même si, comme Benoît, je trouve très important de le payer exempté à chacun plutôt que sous la forme d'un correctif. Je trouve très important de poursuivre la réflexion au-delà de cette allocation universelle pour les mineurs d'âge et pour les jeunes, parce que donner 750 € – la même remarque vaut pour la proposition écolo – jusqu'à l'âge de 26 ans, il y aura un problème de sevrage massif pour les jeunes qui arriveront à 25 ou 26 ans et auxquels on dira : « Maintenant, vous ne recevez plus rien, débrouillez-vous. » Il y aura donc une pression pour prolonger la chose, et bien sûr c'est en partie l'espoir, mais il donc faut déjà anticiper cela d'une autre manière.

Je termine là-dessus en précisant tout de même que, pour moi, cela a été dans une large mesure boire du petit-lait, malgré les trois « aïe » que je viens d'indiquer. Je suis vraiment très heureux que ce livre ait été publié et j'espère qu'il sera beaucoup lu.

Benoît HAMON

D'abord, je remercie Philippe pour la lecture attentive du livre.

L'objet de mon livre est très politique, j'ai voulu poursuivre le débat que j'avais engagé avec les Français sur le revenu universel, me nourrir de cela. Tout le travail assez ancien de Philippe, maintenant que le pape a pris position pour le revenu universel, si je devais oser une métaphore : toute cette somme est un peu l'Ancien Testament, au sens où on a la base. Depuis, nous écrivons les Évangiles, c'est-à-dire que nous propageons la bonne parole, nous sommes dans le Nouveau Testament, mais nous nous fondons sur tout ce travail considérable fait par Philippe notamment, qui est très présent en filigrane.

C'étaient les obstacles invisibles qui m'intéressaient, c'est pour cela que j'ai essayé de réfléchir à la question du travail. Je sors à l'instant d'un entretien avec un évêque français sur un projet de télévision sur lequel je travaille où on a parlé justement de la doctrine sociale de l'Église, de l'approche qu'elle avait du travail, du rapport du christianisme au travail. J'ai été évidemment intéressé par le fait que dans son livre Un Temps pour changer, le pape François prend position (j'imagine que tu l'as vu, Philippe) pour le revenu de base universel, dont il dit qu'il pourrait remodeler les relations sur le marché du travail en garantissant aux gens la dignité de refuser des conditions d'emploi qui les enferment dans la pauvreté, etc. Il dit même que cela doit prendre la forme d'un impôt négatif. Cela montre qu'il y a vraiment eu une réflexion très intéressante, parce qu'on a là, pour la première fois, une autorité spirituelle, mais aussi politique, mondiale, qui prend position, au regard de ce qu'il analysait sur la transformation du travail, des économies en faveur du revenu de base.

Ensuite, cela m'a fait rire que tu dises que mon bouquin serait polémique parfois, parce qu'en fait je trouvais qu'il ne l'était pas, j'ai plutôt retenu mes coups. Cela n'est jamais lu de la même manière.

Le dernier chapitre, qui est économique, me laisse moi-même sur ma faim pour être très honnête. La question du montant est discutable, 750 €, je l'ai pris comme une forme de convention, parce que j'avais défendu déjà 750 € dans le passé, je ne voulais pas troubler en donnant un autre montant. Le sujet est aujourd'hui : est-ce qu'il faut déjà se mettre au seuil de pauvreté à 50 % ou pas ? Est-ce que finalement la montée en puissance ne doit pas reposer sur une discussion à un moment sur le montant du revenu universel qui progressivement se rapprocherait du montant cible ?

Ce débat-là, je le laisse totalement ouvert. Pour être très honnête, il y a des chapitres de ce livre que je n'ai pas écrits,

parce que je n'avais pas le temps, l'éditeur me pressait, j'avais pris du retard moi-même. Les idées restent les mêmes, mais je le complétera largement si j'avais le temps de le faire. C'est vrai que ce dernier chapitre était pour moi une manière de dire : « Oui, c'est possible. » Il faut arrêter de dire que ce n'est pas possible avec ce calcul qui multiplie le nombre d'habitants par le montant du revenu universel, et arrive à un chiffre tellement énorme que le débat s'arrête là. J'ai voulu resituer cela, la propre histoire du modèle social européen à travers la construction du modèle social français – je parle pour ma chapelle – : si on avait opposé au Conseil national de la résistance, au Général de Gaulle, aux socialistes et communistes : « Dites donc, la sécurité sociale va coûter 30 % du PIB » (en tout cas les dépenses sociales aujourd'hui, c'est cela), « c'est donc ce que coûtera 70 ans plus tard la sécurité sociale », le débat se serait arrêté là. Or, aujourd'hui, on nous oppose le montant hypothétique du revenu universel plein régime sans tenir compte des effets dynamiques du revenu universel sur l'économie, parce qu'il va y en avoir aussi évidemment ; il apparaît une forme d'Everest inaccessible.

On ne peut pas raisonner comme cela. J'ai voulu mettre les choses dans l'ordre et repartir sur un plaidoyer très politique en faveur du revenu universel, parce que j'insiste là-dessus : nous sommes dans une bataille culturelle, idéologique, je ne sais pas comment l'appeler, mais on a à transformer, à faire tomber un certain nombre de statues de leur piédestal et notamment des représentations du travail et de la richesse qu'il va falloir faire évoluer. C'est pour cela que je me suis réjoui de la position récente du pape : il va jouer un rôle important dans cette affaire-là.

Voilà, de l'Ancien Testament sont partis des apôtres différents, des églises différentes. Tu conserves, avec ta barbe, un statut sacré, cher Philippe.

Georges VLANDAS

N'oubliez pas, avant que tu ne partes Benoît, que le thème de la conférence était : le revenu universel, l'un des fondements du modèle social européen de demain. Peut-être qu'il faudrait à un moment donné aussi aborder ce thème – c'est notre approche – comme celui d'un sentiment d'adhésion à l'Europe qui se traduirait par le bénéfice que ces citoyens auraient, non seulement des démocraties et des valeurs, mais aussi d'un certain nombre de protections sociales et une liberté de création et de travail.

## QUESTIONS

Question : Le revenu universel ne comporterait-il pas des risques sociétaux d'asservissement, d'endoctrinement, de racket par des bandes organisées de mafias qui s'associeraient pour finalement soumettre à un détournement du revenu universel ?

Philippe VAN PARIJS

Il me semble qu'il n'y a aucun problème spécifique pour le revenu universel, il sera payé de manière automatique. Le problème de racket, s'il existe pour le revenu universel, existe tout autant pour les revenus sociaux aujourd'hui.

Question : Un revenu universel séduisant, mais qui fait l'impasse aussi sur la pauvreté et les revendications d'égalité.

Philippe VAN PARIJS

Je laisserai répondre Benoît sur la dimension égalité/pauvreté, sur laquelle il dit beaucoup de choses dans son livre. Simplement un mot sur l'historique de l'idée : à l'origine, l'idée n'est pas du tout cette modalité tout à fait marginale du revenu universel, qui est parfois aussi appelé le quantitative easing for the people, moment où, par création monétaire, pour essayer de relancer l'économie après une période de récession, on se propose de donner un revenu universel une fois, deux fois, trois fois, pour remonter la machine.

Comme Benoît l'a dit, l'idée d'un revenu universel est beaucoup plus ancienne que tout ce qui touche à des questions de relance keynésienne. Thomas Paine, en un certain sens, en est le premier défenseur, sur le compte d'une dotation universelle pour les jeunes et puis d'une pension de retraite universelle à partir de l'âge de 50 ans. Le premier qui ait proposé un véritable revenu universel est un Bruxellois, Joseph Charlier qui, en 1848, l'année même où Marx rédigeait le Manifeste du parti communiste dans un autre quartier de Bruxelles, lui, publiait un petit livre intitulé Solution du problème social où, sous le nom de dividende territorial, il proposait un véritable revenu universel au sens défini par Benoît dans son livre : individuel, universel, etc.

Un mot peut-être, et Benoît pourra poursuivre là-dessus, sur le sujet d'un nouveau modèle social européen. Ce qui est vraiment important, c'est aussi présent dans le livre de Benoît, est qu'il faut se dire que nos systèmes, nos états providence aujourd'hui, sont la conjonction de deux éléments : l'élément appelé de manière un peu abusive « bismarckien » et un autre élément que l'on appelle, aussi de manière peut-être un peu abusive, l'élément « beveridgien » ou encore une composante d'assurance sociale et d'assistance sociale.

Le revenu universel, ce n'est pas une formule, une variante améliorée de l'assistance sociale ou de l'assurance sociale,

comme c'est parfois présenté, c'est un troisième modèle. C'est effectivement un modèle de dividende social en quelque sorte. C'est cette richesse collective qu'on alloue à chacun, intelligemment, tout au long de l'existence plutôt que simplement comme un gros paquet. C'est un véritable troisième modèle qui ne se substituera pas aux deux autres, mais qui doit leur permettre de mieux fonctionner à leur place et de mieux remplir leur fonction.

Pour moi c'est, dans ce sens-là, un élément central du modèle social européen, mais c'est aussi dans un autre sens – et je n'en dirais pas plus à ce stade –. En 2013 j'ai proposé quelque chose qui a été abondamment discuté, y compris par les Verts allemands encore récemment : l'idée d'un eurodividende, c'est-à-dire d'avoir un revenu universel à un niveau plus modeste que ceux dont on parle maintenant, mais financé au niveau de l'Union Européenne et dans la formule la plus simple : par la TVA au niveau européen avec des fonctions de stabilisateurs démographiques, macroéconomiques et aussi de contributions à la légitimité des instances européennes comme une caring Europe, une Europe qui protège l'ensemble des citoyens et ne se contente pas simplement de supprimer toutes les protections au nom des quatre libertés du Marché uni.

Benoît HAMON

Pour répondre à la question, il me semble que non, cela ne fait pas l'impasse sur la pauvreté et la revendication d'égalité. Déjà, parce que le montant du revenu universel n'efface pas toutes les prestations sociales qui peuvent être distribuées en compensation du handicap ou d'un certain nombre de difficultés spécifiques que peut avoir une partie de la population, mais qui se situe déjà largement au-dessus des minima sociaux. Pour parler de mon pays, le minimum social en France est le RSA socle, il est de 550 €, le seuil de pauvreté à 50 % est à 890 €, donc on est déjà très en deçà du seuil de pauvreté.

Nous avons là un instrument qui, selon moi, est un instrument de lutte beaucoup plus efficace contre la pauvreté. En outre, l'immense différence avec ce qui existe déjà de revenu minimum, qui n'est pas la même chose que le revenu universel (il y a souvent confusion entre revenu minimum de base et revenu universel, allocation universelle), est que même pour ce qui est du revenu minimum, qui devrait au moins être automatique pour les plus pauvres, en France, cela ne l'est pas. Il faut remplir un dossier pour y avoir accès, ce qui fait que les pauvres en France qui sont pourtant éligibles, en théorie, au revenu minimum sont 30 % à ne pas le recevoir sur leur compte en banque, parce qu'ils ne l'ont pas demandé, ils n'ont pas rempli le formulaire pour diverses raisons – parce qu'ils sont trop éloignés de l'administration, trop désocialisés, par honte

sociale... En clair, on continue à faire des économies en France sur le dos des pauvres en exigeant d'eux qu'ils remplissent un dossier pour pouvoir être éligibles aux minima sociaux.

J'ajoute aussi, anachronisme français – qui montre que le modèle social français a de gros trous dans la raquette – que les minima sociaux ne concernent pas les 18-25 ans en France, en tout cas pas le RSA (il y a une sorte de RSA appauvri en contrepartie de multiples conditions qui concernent les 18-25 ans). On a des dispositifs qui protègent mal, n'assurent pas la dignité des individus qui évidemment serait, elle, davantage assurée par la mise en place d'un revenu universel qui serait automatique, puisqu'il est universel et inconditionnel, il est automatique et vous le recevez sur votre compte en banque automatiquement. On aurait donc là un instrument plus efficace de lutte contre la pauvreté.

Un mot sur le modèle social européen. Il se définit surtout par les points communs que nous avons entre nos différents modèles sociaux : ou beveridgien ou bismarckien, ou la synthèse, le mélange des deux. En France on mélange un peu les deux maintenant, c'est assurantiel et assistance à la fois. En termes de modèle social, aujourd'hui, si on dit que le modèle social européen est un haut niveau de protection sociale et un haut niveau de service public, on voit que, tant sur le service public que sur la protection sociale, ces modèles sont aujourd'hui mis en cause, menacés, altérés, même s'ils ont joué leur rôle d'amortisseur pendant la crise du Covid (et parfois assez efficacement), on voit bien qu'ils sont affaiblis. Il me semble que l'on doit réfléchir à ce modèle social en fonction des transformations de l'économie. On finance par exemple aujourd'hui notre modèle social sur des cotisations assises sur les salaires et le travail qui forcément vont nous amener à réduire la voilure des droits, parce que ces cotisations-là non seulement ne cessent de baisser, eut égard à la pression du capital pour qu'elles baissent, mais d'autre part, parce que c'est une forme aujourd'hui d'incitation à la transformation des entreprises vers le numérique, à la disparition d'emplois au profit de la machine.

Je m'explique : à partir du moment où, dans un grand magasin, vous payez le salaire et les cotisations sociales qui vont avec, d'une caissière ou d'un caissier et que vous les remplacez par une machine, à part un investissement de départ qui ne va rien vous coûter en salaire ni en cotisations sociales pour la même richesse créée voire plus, il n'est pas possible de ne pas faire contribuer cette richesse-là, créée par la machine, au financement de la protection sociale, sans quoi c'est une incitation à rentrer dans ce que Bill Gates appelle la « substitution logicielle », c'est-à-dire l'ère où la machine fera le

travail, et en mieux, des individus, et c'est presque encouragé par les mécanismes fiscaux à l'œuvre.

On doit penser en tout cas l'assiette des prélèvements et leurs destinations en fonction des transformations de l'économie. Il me semble que c'est une réflexion encore un peu rudimentaire en Europe. Je me réjouis, je ne sais pas si Philippe a eu vent de cette initiative, mais j'ai reçu une invitation de Civil Society Europe qui organise un débat sur le revenu universel et qui veut que ces questions-là soient portées, donc c'est bien que la société civile européenne s'empare de ces questions.

Le débat que nous avons aujourd'hui l'illustre, de plus en plus de personnes s'y intéressent, et nous avons noté avec la crise Covid – et j'imagine que Philippe en observateur avisé de ce qu'il se passe ailleurs l'a vu comme moi – un changement radical. En tout cas, des opinions d'un certain nombre de personnes qui, hier, méprisaient l'idée, parce qu'infaisable, encourageant l'assistanat..., je vous passe tous les préjugés qu'on a entendus ; disent maintenant : est-ce qu'il n'y a pas quelque chose dans cette idée à regarder un peu plus sérieusement ?

Si je vous faisais la liste en France des personnalités économistes, médiatiques ou intellectuelles qui maintenant s'y intéressent, quelque chose est en train de bouger, et ce n'est pas seulement en France. Ce qu'il se passe en Allemagne est très intéressant, l'expérimentation qu'ils feront sera regardée avec beaucoup d'intérêt. Les résultats de l'expérimentation finlandaise étaient aussi intéressants.

Je trouve que le débat maintenant existe et il n'est pas le monopole de quelques pays ou de quelques cercles d'initiés, ce dont je me réjouis.

Question : l'existence d'un revenu universel ne risque-t-il pas d'entraîner certains cerveaux très brillants à se satisfaire de cette perspective et à se mettre un peu à l'écart d'un développement de la société, ou peut-être réduire leurs propres ambitions, viser une certaine frugalité de leur existence au détriment du bien-être de l'humanité ? Que dire aux jeunes enfants, étudiants, à qui on dit aujourd'hui d'aller prendre leur place dans la société, de travailler ? Comment cela peut-il être acceptable au niveau politique, est-ce qu'il ne s'agit pas plutôt de repenser et de revaloriser le terme « d'activité » pour l'imposer progressivement en remplacement du terme travail salarié ou ouvrier ?

Benoît Hamon

La jeunesse dans son entrée sur le marché du travail, ou même dans sa période d'étude, est en train de connaître une situation qui n'a absolument rien à voir avec les représentations que nous

avons nous-mêmes du travail. Les carrières sont beaucoup moins linéaires, le contrat de travail n'est plus forcément l'usage quand on travaille, on peut avoir un emploi sans contrat de travail. Je retiens la remarque sur la question de l'activité qui dit mieux ce que l'on fait. Dans l'activité, il y a mon activité bénévole quand je suis dans une association, mais aussi mon emploi, il peut y avoir une multitude de choses, c'est sans doute ce qu'expérimentent et ce que vivent de manière beaucoup plus sensible les jeunes, on l'exprime peut-être de manière beaucoup plus abstraite.

Dans les faits, il n'y a pas du tout d'aspiration des jeunes à moins travailler que les autres. Ils ne donnent pas forcément la même définition au travail, ils ne posent pas non plus la même définition de l'utilité sociale. Pour eux, être utiles socialement est peut-être assez différent de la manière dont nous le concevions, ce qui me pose problème, et que résout en partie le revenu universel. C'est pour cela que dans mon livre je suis attaché à la notion de liberté et aussi d'individu.

Fondamentalement aujourd'hui, nous sommes dans une société dans laquelle on nous dit que pour être citoyen il faut avoir un emploi, je cite d'ailleurs Lionel Jospin qui, dans sa campagne de 1995, disait : « Pour être pleinement citoyen, il faut avoir un emploi, parce que dans nos têtes on n'est jamais vraiment totalement citoyen si on ne remplit pas son "devoir" de citoyen. » Celui-ci est de participer à la production économique, donc d'être utile socialement en contribuant à la prospérité de la nation. Sauf que l'emploi, à travers le contrat de travail, est une expérience de citoyenneté appauvrie à tout le moins. Le contrat de travail suppose un lien de subordination à l'employeur et nous en arrivons à ce paradoxe qui veut que dans nos sociétés on dise qu'on n'est jamais pleinement citoyen que si on a un emploi, pour autant, l'emploi est aussi parfois l'expérience de la non-citoyenneté, surtout quand s'y ajoutent en plus la souffrance au travail et un lien de subordination puissant et parfois assez destructeur, qui peut broyer les individus pour les métiers les plus pénibles.

C'est pour cela que le revenu universel change quelque chose de fondamental : il donne à l'individu la possibilité de ne plus vendre sa force de travail à un prix qu'il jugerait normalement inacceptable, mais qu'il est obligé d'accepter parce qu'il n'a pas d'autres choix pour subsister. C'est cette possibilité de l'émancipation, cette pratique de la liberté qui m'intéresse et qui nous renvoie à une histoire de la pensée de gauche plus proche de la philosophie d'un Jaurès que de celle d'un Marx, avec l'idée que la pratique de la liberté, la confrontation avec la possibilité du choix, fabrique de la conscience politique autant que le fer brûlant de l'oppression, pour faire vite – selon Marx, l'existence détermine la conscience, je vous passe les détails –.

Je crois aujourd'hui beaucoup que l'expérience que font les jeunes nous est très utile à essayer de comprendre le type de société qui se fabrique. J'ajoute une chose : faites l'expérience autour de vous, je l'ai faite, si vous demandez à quelqu'un s'il arrêterait de travailler s'il avait le revenu universel, dans 95 % des cas au moins cette personne vous répondra que non, parce qu'elle considère qu'à côté de son travail, ce revenu universel va lui permettre ou de gagner seulement un peu plus d'argent ou de faire de nouveaux choix. Celui-là même, qui dit qu'il n'arrêtera pas de travailler, pense en revanche toujours que le voisin est un peu plus fainéant que lui, que telle personne est un peu plus paresseuse, que le cousin est suspecté d'avoir envie de dormir. On prête à tous les autres des vices dont on s'extrait soi-même pour dire que nous sommes vertueux. Faites confiance aux gens dans le jugement qu'ils disent sur eux-mêmes, c'est-à-dire qu'ils n'arrêteront pas de travailler, ou en tout cas de vouloir rechercher un emploi pour s'y épanouir, mais faites-leur moins confiance quand ils parlent des autres, parce qu'en général ils leur prêtent des vices qui n'existent pas.

Question : vous parliez de la résistance des classes populaires au concept, il serait intéressant de voir un peu quels arguments on peut leur opposer et pourquoi sont-elles les plus résistantes. Qu'envisagez-vous comme réponse politique ?

Benoît Hamon

Ce qui m'a intéressé personnellement, je le mentionne dans mon livre, c'est ce que m'a dit une femme qui travaillait en maison de retraite et était bénéficiaire des minima sociaux, quand je lui ai posé la question : « que feriez-vous en premier si vous étiez élue présidente de la République ? » elle m'a dit : « Je vous baisserai votre salaire, à vous, Benoît Hamon. » Je lui ai demandé pourquoi, puisque cela ne changerait rien à sa situation ce à quoi elle m'a fait cette réponse qu'il faut tous méditer, parce que c'est la réponse la plus importante : « Parce que cela vous fera mal. » Aujourd'hui, nous sommes dans une société où, faute de récit émancipateur, on se contente volontiers du fait que celui qui est plus haut que vous goûte à la fange, et, pardon de le dire, à la merde, à laquelle vous goûtez tous les jours plutôt que d'imaginer que l'on puisse améliorer sa propre vie. C'est la pire des choses, c'est ce qui peut nous amener tôt ou tard dans le précipice.

C'est la raison pour laquelle j'ai voulu comprendre pourquoi tant de gens issus des classes populaires et modestes me disaient : « Votre revenu universel est un truc pour fainéant, je suis quelqu'un qui travaille, je veux pouvoir mériter mon salaire. » Finalement, ils se situent dans une approche culturelle de l'activité du travail qui juge illégitime le fait qu'on puisse un

jour penser répartir la richesse autrement qu'à travers ce qu'à la sueur de son front on va gagner dans l'entreprise qui aura bien voulu accepter de nous acheter notre force de travail. C'est cette représentation-là qu'il faut modifier, corriger et qui me paraît la plus difficile d'ailleurs, parce que c'est une vraie bataille culturelle. Elle repose, je ne veux pas faire porter un fardeau trop lourd à l'Église et au christianisme, mais en partie sur ce qu'a été la vision chrétienne du travail qui consiste à vouloir honorer Dieu par le travail et encore plus, probablement, avec ce qu'a été le schisme protestant et l'approche qu'a pu être celle des protestants du travail vécu comme un exercice spirituel. On a donc là des représentations quand même très enracinées qu'il va falloir corriger si nous voulons que cela change.

Pardon, j'y vais au lance-pierre, très vite, mais je crois que nous n'avons pas beaucoup de temps non plus si on veut débattre correctement.

Georges VLANDAS

Il n'y a pas que l'Église qui valorise le travail comme essence de l'humanité, Marx aussi le valorise comme essence de l'humanité.

Philippe VAN PARIJS

Je vais répondre brièvement, comme cela, il y aura peut-être encore une question pour Benoît avant qu'il ne parte.

La question des jeunes : dans le débat international, il y a par exemple un économiste d'Oxford, un Néerlandais, Rick Van Der Ploeg, qui trouvait que l'argument crucial contre le revenu universel est le sous-investissement dans le capital humain. C'était justement parce que l'on donnait aux jeunes de quoi subvenir à leurs besoins, qu'ils ne vont pas acquérir dès le départ une formation suffisante pour pouvoir alors ultérieurement nourrir leur famille ou avoir une famille et la nourrir. Il y a une espèce de court-termisme dont les jeunes seront les victimes.

A cela, une discussion importante autour de deux arguments distincts dit : au contraire, le revenu universel va être une contribution au capital humain, parce que le revenu universel donne la liberté de dire non aux boulots de merde où on n'apprend rien du tout ; mais cela permet aussi de dire oui aux boulots, en un sens large, qui incluent les stages, y compris des stages non rémunérés, qu'on a la liberté de ne pas accepter, mais aussi d'accepter. Aujourd'hui, beaucoup de stages pas ou peu rémunérés, essentiels pour arriver à un vrai boulot ultérieurement qui correspond vraiment à sa vocation, sont réservés à des gens dont le papa ou la maman peut leur donner leur revenu universel, ou plutôt un revenu de privilégié qui leur

permet de faire une, deux ou trois années de stage et de décrocher le boulot qu'ils n'auraient pas pu avoir sans.

Un revenu universel, c'est une démocratisation de l'accès à ce stage. C'est un argument que je formule ici de manière très télégraphique. Un second argument pour moi est vraiment crucial, Benoît y fait allusion à deux reprises dans son livre : la complémentarité, le soutien mutuel entre le revenu universel et la formation tout au long de la vie. Il faut dire qu'au XXI<sup>e</sup> siècle la formation dont on aura besoin n'est pas quelque chose qu'il faut emmagasiner au début de son existence adulte, c'est quelque chose qu'il faudra recycler constamment, rénover en cours de route.

Le revenu universel, en raison de l'inconditionnalité de ce socle, est ce qui permet d'avoir un va-et-vient souple entre l'emploi et la formation au sens le plus large. Là, on a besoin d'une révolution dans notre enseignement post-obligatoire pour permettre cela, il y a une multiplicité de formules, et aussi des activités volontaires au sein du ménage pour s'occuper de ses enfants, d'une personne plus âgée, mais aussi au sein de sa communauté. Le revenu universel permet cela. C'est là un impact principal au niveau du capital humain, c'est la raison pour laquelle on peut raisonnablement espérer que le revenu universel soit un véritable boost pour le capital humain.

Le second point sur la conditionnalité rejoint la discussion aussi très nourrie autour de la proposition de l'économiste – malheureusement décédé il y a trois ans – Tony Atkinson, président de Nuffield College à Oxford, membre de longue date qui avait pour mentor James Smith qui lui avait transmis ce plaidoyer pour le revenu universel. Il s'est dit que cela ne passerait jamais politiquement dans le Royaume-Uni d'après Mme Thatcher et a donc proposé ce qu'il a appelé le participation income, un véritable revenu universel, mais réservé à des personnes qui participaient à la société d'une manière ou d'une autre, par du travail rémunéré : les pensionnés, les travailleurs autonomes, mais aussi les personnes qui s'occupaient de leurs enfants en bas âge à la maison, des personnes travaillant de manière régulière dans les associations, etc.

D'une certaine manière, il était tenté par cette idée pour des raisons éthiques (l'idée que chacun contribue, ne se contente pas de soi-même) mais surtout par des raisons de faisabilité politique. On lui a souvent répondu un argument auquel il fut sensible : qu'en fait, cela coûterait plus de payer les contrôleurs de cette condition que de payer un revenu universel aux quelques personnes plus ou moins mentalement problématiques qui d'aucune manière ne contribueraient à la société. En plus, les associations volontaires étaient fortement opposées au Royaume-Uni à cette proposition, parce qu'ils disaient : « Nous faisons appel à des bénévoles et tout à coup nous allons devoir

nous transformer en flics pour aller contrôler que ces personnes font un travail suffisant. »

Néanmoins, je trouve cela intéressant, et cette d'idée d'un participation income est peut-être importante pour accroître la faisabilité d'un pas important dans la direction d'un revenu véritablement inconditionnel.

Question : le revenu universel est-il compatible avec les frontières ouvertes au sein de l'Europe ? Et même question pour les frontières vis-à-vis de l'extérieur de l'Europe.

Benoît HAMON

Il n'y a aucune incompatibilité, sauf à considérer qu'effectivement, à partir du moment où cela fait augmenter le taux des prélèvements obligatoires, cela pourrait devenir un argument contre la construction du revenu universel, parce qu'il suppose une fiscalité des entreprises et des ménages différente, parce qu'il faudra des mécanismes de redistribution de la richesse sans doute beaucoup plus puissants et en tout cas mieux orientés qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Je pense, à certains égards, qu'en France on a un taux de prélèvement obligatoire très élevé, mais qui est contestable par l'inefficacité d'un certain nombre de politiques publiques ou de transferts sociaux. Si une partie de ces recettes publiques ou de cette redistribution des richesses de l'impôt prélevé allait financer un revenu universel, parce qu'il est universel, cela favoriserait de surcroît le consentement à l'impôt. Il y aura cet argument-là, mais comme il y a toujours cet argument, dès lors que l'on pose la question d'une transformation de notre protection sociale. Je crois profondément qu'il n'y a pas besoin que tout le monde le fasse pour qu'on le fasse. Ce débat-là a lieu à peu près en même temps dans tous les pays, tout le monde est en train de se mettre à jour au même moment. Je souhaite que cette discussion bascule du côté désormais des expérimentations à vocation à être généralisées.

Je ne sais pas ce qu'en pensera Philippe, on va avoir l'expérimentation allemande, elle va être intéressante, mais nous dira-t-elle quelque chose de très différent de ce qu'on sait déjà depuis Dolphin au Canada, la Finlande, ou toutes les recherches qui ont pu exister ? Je ne crois pas. On a déjà toutes les réponses de nature à démentir les préjugés qu'on peut avoir sur le revenu universel, notamment comme un encouragement à l'inactivité, c'est le principal argument : « vous allez faire des gens qui ne vont pas vouloir travailler ». Philippe a répondu remarquablement sur la question du capital humain tout à l'heure. Je ne vois pas de problème, sinon un argument d'opportunité très politique à ce que les frontières soient ouvertes.

Un sujet sur l'ouverture des frontières est : qui est éligible au revenu universel ? Est-ce que les étrangers le sont ? J'ai posé comme principe qu'ils doivent être éligibles au revenu universel aux mêmes conditions qu'ils sont éligibles aux minima sociaux en France, c'est-à-dire des conditions de résidences préalables et donc de vie sur le territoire qui justifient qu'ils puissent bénéficier du revenu universel, parce que sinon on ne peut pas le donner par exemple à quiconque vient d'obtenir le statut de réfugié, il faudra penser à d'autres types de solutions.

Georges VLANDAS

De la même façon que l'on ne pouvait pas faire le socialisme dans ce pays, peut-être que le revenu universel dans un espace européen avec une libre circulation des forces productives devrait être généralisé dans tous les pays européens. C'est ce qu'il y avait derrière la question.

Benoît HAMON

Oui, mais la proposition de Philippe était de dire : pourquoi n'avoir pas réfléchi à une forme de dividende universel européen ou en tout cas de ce qui pourrait être un socle sur lequel « pluguer » en quelque sorte ensuite un revenu universel national, cela ferait sens, parce que l'on disposerait là d'une première forme, pour le coup, d'harmonisation sociale européenne qui va dans le sens de ce que tout un chacun doit souhaiter dès lors qu'on a aujourd'hui des politiques de convergences de l'impôt sur les sociétés qui, dans les faits, nous privent des moyens de pouvoir mettre en place des politiques de redistribution sur le plan social, à mes yeux, efficaces.

Merci, j'ai été très heureux de revoir le pape du revenu universel. Merci à vous.

(départ de M. HAMON).

Georges VLANDAS

Philippe, veux-tu rebondir sur le dernier aspect ?

Philippe VAN PARIJS

Question très importante, dans notre livre le dernier chapitre est consacré à la question de savoir si le revenu universel, le revenu de base, a un sens à l'ère de la mondialisation et en particulier de la migration, d'une migration plus importante que dans le passé.

A cette question, il faut répondre indiscutablement : ce serait beaucoup plus facile du point de vue de la viabilité économique comme de la viabilité politique d'introduire une allocation universelle au niveau d'une société fermée.

Indiscutablement, il n'y a pas de concurrence fiscale qui joue, pas d'immigration sélective, ni d'émigration sélective qui

pourraient mettre en péril la soutenabilité économique du système et il n'y aurait pas non plus le type de diversité ethnique que l'on connaît dans nos sociétés qui peut ébranler la soutenabilité politique ou en tout cas fragiliser la soutenabilité politique.

Alors on ne retournera jamais dans ce monde-là, même si on introduisait un revenu universel à l'échelle de l'Europe, les frontières en resteront encore poreuses. Que fait-on dans ce contexte-là ?

Je crois effectivement qu'au niveau de la circulation intra-européenne la seule réponse raisonnable, même si elle est inconfortable, est la réponse que Benoît a donnée tout à l'heure. En fait, tous nos systèmes d'assistance sociale, systèmes non contributifs de redistribution, sont vulnérables à une immigration sélective. Si un pays donne un RSA, quelles que soient les conditions qui y sont associées, il peut donc y avoir des conditions plus ou moins contraignantes de participation au marché du travail réservées aux pauvres, etc., mais s'il y a un RSA sensiblement plus élevé en France que l'équivalent dans d'autres pays européens et qu'on y a droit dès le moment où on immigre en France, c'est intenable à terme.

Comme on le mentionne aussi dans le livre, c'est un très vieux problème, les toutes premières formes d'assistance sociale dans les quelques petites villes flamandes et allemandes au début du XVIe siècle étaient immédiatement confrontées à ce problème-là et disaient : « Non, il y aura de l'assistance publique aux pauvres, mais seulement pour nos pauvres. Les pauvres qui viennent d'ailleurs, on leur donne un viatique et on les renvoie dans leurs villages, sauf s'ils viennent de villages atteints par la guerre, alors ils doivent être considérés comme nos propres citoyens. » C'est la Convention de Genève avant la lettre.

C'était donc déjà le problème que vous formulez. Dès le moment où on a un système de redistribution non contributive, qui n'est pas basé sur des cotisations sociales payées antérieurement et qui donnent accès aux prestations, il y a la vulnérabilité aux frontières ouvertes. Il y a donc cette solution pragmatique, inconfortable qui consiste à dire : vous êtes bienvenus chez nous, si vous venez de Laponie, de Croatie, vous pouvez venir travailler, mais vous n'aurez pas le revenu universel.

C'est plus inconfortable que dans le cas du RSA, parce que l'on pourrait venir travailler, donc des personnes feront le même boulot et certaines recevront ce crédit d'impôt ou cette allocation universelle en plus de leur revenu et d'autres pas.

Georges VLANDAS

Est-ce avec ce genre de discriminations que l'on fera l'Europe ?  
5 millions de Roumains ont quitté la Roumanie. Ils sont en

Belgique, on va leur dire : « tu n'auras pas le même droit de vote... » est-ce qu'il ne faut pas plutôt un revenu universel au niveau européen, avec des différenciations ?

Philippe VAN PARIJS

J'y suis favorable, effectivement, tu as établi la connexion entre les deux idées et Benoît a aussi correctement réagi en disant que ce socle européen peut avoir un top up national. Le socle européen, on le conserve quand on bouge. Le socle national, il est important qu'on y ait droit indépendamment de sa nationalité, mais il faudrait une période intermédiaire. Alors, est-ce que cette période doit être cinq ans ? C'est beaucoup, ou est-ce un an ? Beaucoup seront prêts à dire qu'il faut aller travailler là-bas, c'est un peu comme accepter un stage. C'est se dire que l'on sera très peu payé, mais que l'on a la perspective d'acquérir les pleins-droits comme travailleur ultérieurement, mais de même on dira : « Je bouge, je viens de Roumanie où ma situation est extrêmement précaire, je vais en France, je n'aurais pas d'emblée tous les droits des travailleurs français ou autres qui sont là depuis longtemps, mais j'ai la perspective réaliste d'obtenir ces droits. »

Nous évoquons différentes solutions de ce genre-là dans le dernier chapitre de notre livre, mais il faut avouer que c'est un problème difficile.

Au niveau des frontières extérieures, il faut bien se dire qu'il y a une inégalité massive, qu'il y ait ou non un système de redistribution, entre notre situation en Europe et la situation moyenne en Afrique subsaharienne. Un écart énorme n'est pas en train de se rétrécir, mais il existe en raison de toutes les rentes incorporées dans nos revenus, de toute façon. Le revenu universel permet de distribuer cette rente de manière plus égalitaire, comme Benoît l'a aussi expliqué tout à l'heure, entre les membres de notre société, mais cette rente, qu'on la distribue comme cela ou non, est incorporée.

Tous les Africains disent : « Je veux bien venir travailler, mais je veux participer à cette rente qui est chez vous. » D'où une radicalisation de la suggestion de Georges à l'instant qui est de dire : effectivement, nous n'avons pas plus de droits à cette rente qui provient du développement technologique, de l'accumulation du capital chez nous, nous n'y avons pas plus droit, nous n'y avons pas plus contribué, que les personnes qui sont nées en Afrique. Ultimement, il faudrait donc effectivement un revenu universel vraiment universel.

Question : est-ce que le revenu universel ne créera pas une inflation sur la fixation des prix, celui des loyers par exemple ? Les salaires également : ne risquent-ils pas de baisser ? Si c'est une compensation, certaines entreprises pourraient dire : « On

va en profiter pour baisser les salaires dans les cinq ans. » On peut considérer cela comme une sorte d'inflation.

Philippe VAN PARIJS

La question de l'inflation, il faut se dire que cela dépend de la manière dont le revenu universel est financé. La réponse la plus simple et la plus schématique consiste à dire que si on finance le revenu universel par création monétaire, il y aura de l'inflation, en fait c'est l'objectif. C'est ce dont on parlait tout à l'heure : la monnaie hélicoptère ou le quantitative easing for the people, c'est le moment où il n'y a pas assez d'inflation, on lance donc de l'argent, on finance le revenu universel de manière à créer une inflation dont l'économie a besoin, mais ce n'est pas possible d'une manière durable, parce qu'une fois la machine relancée, si on continue à faire cela, il y aurait une accélération de l'inflation sans aucun gain à long terme. Ce n'est pas ce qu'il s'agit de proposer pour un revenu universel durable.

Si on le finance par une forme ou une autre de taxation, c'est simplement une redistribution alors du pouvoir d'achat et il n'y a pas de raison de s'attendre à ce qu'il y ait un relèvement général du prix des biens de consommation. C'est la réponse simple et lapidaire et qui ne porte que sur l'équilibre général, il y aura donc des mouvements de court terme, mais à long terme ce serait cela.

Il importe de nuancer cela d'au moins deux manières : un, si l'imposition à laquelle on recourt est par exemple une taxe carbone, ou la taxe sur la valeur ajoutée, ne fût-ce que pour une partie du financement, il y aura un impact immédiat sur les prix de certains biens, effectivement, mais qui seront compensés par le revenu universel que l'on distribue à chacun.

Si on introduit une taxe carbone, comme cela a été proposé par 3 000 économistes américains au début de l'an dernier, qui finance un dividende carbone (carbon dividend), le dividende carbone fait plus que compenser l'augmentation du prix lié à la taxe carbone pour les petits consommateurs de carbone à travers leurs biens. Pour les plus riches qui en consomment directement ou indirectement beaucoup plus, cela sera compensé. La première nuance est de dire : cela dépend du mode de financement utilisé, mais globalement, il y aurait une compensation par le revenu universel.

La deuxième nuance à apporter c'est, si on prend par exemple un eurodividende introduit au niveau européen : cet eurodividende impliquera une redistribution des pays plus riches vers les plus pauvres, donc le pouvoir d'achat global en Roumanie ou en Bulgarie sera augmenté. Cela veut dire que, pour une période prolongée, il y aura une pression à la hausse sur les prix en raison de la redistribution territoriale de ce

pouvoir d'achat. Il y aurait un effet déflatoire dans les zones contributrices et un effet inflatoire dans les zones bénéficiaires. Le revenu universel comme tel n'a pas un effet inflationniste s'il est financé par les revenus. Il peut avoir un effet de ce type à court terme, ou sectoriel surtout si c'est sur une grande étendue territoriale.

Sur la question des salaires – un point dont Benoît discute dans son livre aussi et correctement – est lié au fait que le revenu universel, du fait qu'il est à la fois combinable avec tout autre revenu et qu'il n'est pas soumis à une condition d'acceptation au travail, de ce fait-là, c'est à la fois une liberté de dire oui à des emplois relativement peu payés et une possibilité de dire non à des emplois relativement peu payés ou plus largement à des activités. Donc l'effet sur le salaire va être, et doit être, différencié selon les emplois. C'est-à-dire que pour les emplois ingrats, qui n'apprennent rien, les shitty jobs ou bullshit jobs où on est maltraités par son patron et avec des horaires impossibles, ce sera plus difficile de trouver des gens s'ils ont davantage de possibilités de travailler à temps partiel, de suivre une formation, etc. Ceux-là devront donc être payés davantage ou leur qualité devra être améliorée.

Il y a d'autres activités qui payent faiblement ou de manière irrégulière, mettons des activités artistiques ou des activités à forte dose de formation, qui trouveront acquéreur plus facilement, parce que ce sera combinable avec le revenu de base. Donc, l'impact sur le niveau de rémunération – pour ne pas se limiter aux salaires stricto sensu, mais aux rémunérations des activités fournies pour le marché – sera différencié selon ce type d'activité. Plus une activité sera attractive pour d'autres raisons que le salaire, donc activité peu rémunérée, mais pratique pour d'autres raisons, plus facilement elle trouvera acquéreur, les autres qui ne donnent pas de formation, où les relations humaines sont dégueulasses, celles-là trouveront plus difficilement acquéreur et devront par conséquent être rémunérées davantage.

Georges VLANDAS

En tout état de cause, dans la situation économique actuelle où nous avons des capacités productives utilisées de façon significative, il y a beaucoup de marge pour qu'une injection de revenus crée un peu d'inflation.

Je militerais en faveur d'un revenu universel au niveau européen financé à partir des ressources propres du budget de l'Union, qui faciliterait une liberté de circulation de la main-d'œuvre sur une base plus égalitaire. Ce serait même plus facile à réaliser que pays par pays, car finalement cela risque d'accroître les prélèvements.

Nous n'en sommes pas là, mais aux prolégomènes de l'histoire, même si les expériences se font de plus en plus fréquentes. Philippe, pourrais-tu nous en dire un peu plus de ta perception de ce débat au niveau européen des institutions ?

Philippe VAN PARIJS

Depuis le temps que je m'intéresse à cette question, j'ai appris à être patient. A mesure que je prends de l'âge et que ma barbe blanchit, je me dis que la réalisation de certains de mes espoirs ne se produira qu'après mon décès. Seulement, je pense souvent à John Stuart Mill qui, en 1860, défendait déjà des idées aussi absurdes que le suffrage universel, même pour les femmes. Il était mort depuis bien longtemps avant qu'on ne l'introduise mais s'il n'y avait pas eu des gars comme lui pour le défendre bien avant que ce ne soit politiquement faisable, on ne l'aurait toujours pas aujourd'hui. C'est un peu dans cette perspective-là qu'il faut se mettre, y compris alors pour un eurodividende européen.

Il est clair que, pour de multiples raisons, en particulier simplement l'existence d'une capacité fiscale, c'est au niveau national que l'introduction d'un revenu universel est actuellement le plus plausible. Cela n'empêche pas d'y réfléchir au niveau européen, mais en ayant un sens des ordres de grandeur, parce qu'un revenu universel à 200 € en moyenne au niveau européen – je dis en moyenne, parce qu'il pourrait être modulé en fonction du coût de la vie dans les différents pays, plus en France qu'en Roumanie maintenant – financé par la TVA, ce serait un taux de TVA de 19 %. Si on dit : oui, mais on peut utiliser d'autres choses que la TVA, de manière très optimiste, le rendement d'une taxe carbone au niveau européen permettrait un revenu universel de 14 € par mois et par citoyen européen. Ce sont des calculs effectués au moment où le Royaume-Uni était encore membre, sans le Royaume-Uni ce serait encore un peu moins par tête.

C'est important pas seulement d'y rêver, mais de se mettre à chipoter, à bricoler – comme je le disais tout à l'heure – pour voir quelle serait la meilleure manière d'avancer. On avancera lentement, patiemment, y compris parfois de manière indirecte et la décision qui vient de tomber ou d'être confirmée maintenant au Conseil européen est extrêmement importante pour les perspectives futures d'un revenu universel européen, comme de toute autre forme de redistribution au niveau européen, parce que sans accroissement de la capacité fiscale de l'Union Européenne, nous n'irons nulle part.

Comme Benoît, et c'est l'une des raisons pour laquelle je me réjouis de son bouquin, il faut être utopiste, en même temps, il faut être opportuniste. Il faut parvenir à combiner ces choses-là et avoir des utopies mobilisatrices qui à la fois nous donnent la

direction dans laquelle il faut aller, mais aussi la force de franchir les pas, l'un après l'autre, en disant que ce ne sont pas seulement des sparadraps sur des petites difficultés momentanées ; il faut être animé par cette vision.

Georges VLANDAS

C'est le mot de la fin. Je vous renvoie aux références pour l'achat des livres.

Merci beaucoup, Philippe, tu es un partenaire régulier maintenant de notre revue. Je te remercie vivement. Merci à vous tous.